

(Paris) Réunion-Débat "De la démocratie économique vers la démocratie totale"

19 janvier 2019



**Samedi 19 janvier 2019, de 9h30 à 17h
31, rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
Métro ligne 2, Colonel Fabien ; bus 75 ou 26**

co-organisé par l'Association Autogestion (AA), l'Association des communistes unitaires (ACU), les Amis de Tribune socialiste (ATS), Cerises, l'Observatoire des mouvements de la société (OMOS), le Réseau pour l'autogestion, les alternatives, l'altermondialisme, l'écologie et le féminisme (AAAEF), le Temps des lilas et l'Union syndicale Solidaires.

La récente séquence des Gilets jaunes a mis à nu une aspiration à la démocratie face aux décisions d'un pouvoir dépourvu d'une quelconque assise populaire. Au-delà de la satisfaction de revendications relatives au pouvoir d'achat, une proposition de référendum d'initiative citoyenne semble émerger. Par ailleurs, en guise de « contre feux », le pouvoir s'est engagé sur une vaste concertation en vue d'éventuels correctifs sur l'actuelle constitution de la Ve république.

Pour autant, peut-on réellement parler de démocratie lorsqu'une fois passées les portes de l'entreprise, le domaine de la production est soumis à des ordres venus d'une hiérarchie ? Peut-on parler de démocratie lorsque les investissements sont soumis aux pouvoirs des banques et des marchés sanctuarisés par un néo-libéralisme autoritaire ? Cette question porte en soi la remise en cause du rôle des propriétaires et des actionnaires. Quelle est la réalité de cette aspiration à la démocratie économique et comment peut-elle s'exprimer aujourd'hui ? Peut-il y avoir une réelle révolution citoyenne en éludant cette question du

champ de la démocratie ?

Si se réclamer de la démocratie est fondamental, cela reste sujet à de multiples interprétations. Comment peut-elle se concrétiser ? S'il est courant de dénoncer la démocratie représentative dans laquelle on délègue à des représentants l'exercice politique, comment la dépasser ? Comment organiser la délibération dans des structures de grande taille ? Délégués ou représentants ? Quels contrôle de ceux-ci ? Quels rôles pourraient jouer des référendums ou des assemblées tirées au sort ? S'agit-il de contre-pouvoirs ou d'une autre définition de l'acte de construire des règles communes ? Comment articuler entre elles les différentes structures de décisions ? Suffit-il de déclarer une égalité formelle de toutes et de tous pour que celle-ci se concrétise ? Y-a-t'il des droits fondamentaux qu'une majorité ne peut remettre en cause ?

Telles sont les grandes questions qui nous sont actuellement posées. Cette réunion s'inscrit dans la suite de la réunion du premier décembre dernier (Qu'est-ce qui manque aux luttes pour être victorieuses ?). La prochaine réunion devrait permettre d'aborder comment les uns et les autres affrontons ces questions même s'il ne s'agit pas de trancher entre différentes approches mais de voir plutôt comment elles peuvent contribuer à la constitution d'un corpus politique nouveau.

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Mobilisations locales et sectorielles >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Paris-Reunion-Debat-De-la-democratie-economique-vers-la-democratie-totale>